

SÉANCE D'INSTALLATION DU NOUVEAU BUREAU
(8 janvier 2020)

**« AGRIBASHING », INCOHÉRENCES ET FAUSSES INFORMATIONS :
QUEL RÔLE POUR LES ACADÉMIES ?**

Discours de Jean-Louis **BERNARD**

Président de l'Académie pour l'année 2019

Au cours des dix dernières années, le monde agricole n'a cessé de se plaindre de pressions constantes qui jettent l'opprobre sur les pratiques ordinaires des exploitants, régulièrement décrites comme inadéquates et dangereuses pour l'homme et son environnement naturel.

Quelle que soit la nature et l'origine des récriminations, bien des campagnes de dénigrement ont récemment été abondamment relayées, voire amplifiées, au travers de certains médias, y compris ceux du service public qui se sont parfois prêtés aux épisodes les plus féroces de ces contestations.

Certes, il n'est pas question de prétendre que la manière de produire les fruits de la terre soit exempte de reproches. Cependant, la transformation rapide de beaucoup de pratiques agricoles, pour qui veut bien le constater, témoigne de la réactivité des producteurs face à l'évolution des connaissances et de leur adaptation à un cadre réglementaire évolutif.

Il existe un grand nombre de domaines où la société s'efforce d'orienter les techniques de production, sans forcément les connaître dans le détail et surtout, sans en avoir mesuré le bien-fondé. Considérés de manière isolée, les thèmes où demande sociétale et pratique agricole se rencontrent ont des objectifs simples auxquels la majorité des citoyens de bonne volonté ne peut qu'adhérer : moins de pollution, moins de résidus dans les aliments, moins de GES dans l'atmosphère, plus de biodiversité, davantage de durabilité...

Malheureusement, les groupes de personnes mobilisées autour de certains de ces objectifs agitent bien trop souvent la peur en utilisant des annonces catastrophistes, des données tronquées, des images détournées ou des infox pour parvenir à leurs fins. Amplifiés par les réseaux sociaux, de tels moyens cristallisent en peu de temps comme de véritables piliers de dénigrement, ce que l'on appelle volontiers l'**agribashing**, piliers repris et commentés en boucle sans grande réflexion préalable.

Très vite, une information biaisée ou erronée peut ainsi devenir un marronnier de l'information quotidienne, servant alors à justifier à l'encontre des agriculteurs des reproches acerbes, des pressions psychologiques, voire des menaces ou des agressions physiques, souvent exercées par des néo-ruraux, des groupes activistes, mais aussi de simples associations citoyennes qui se proposent avec conviction de lutter contre le réchauffement climatique et/ou d'œuvrer en faveur de la santé publique et/ou de préserver le milieu naturel. Bien des personnalités en vue, y compris dans le monde politique, se sont ainsi associées à des campagnes dont la répercussion est perçue comme destructrice par ceux qui en sont la cible.

SÉANCE D'INSTALLATION DU NOUVEAU BUREAU (8 janvier 2020)

Il est donc important d'éviter les incohérences et de s'attacher à gérer les problèmes réels tout en contrecarrant avec vigueur les fausses informations utilisées à des fins partisans.

Incohérences

Il est des exemples où une campagne de dénigrement se traduit par des projets de lois ou de règlements contraignants. Certaines des dispositions envisagées, le plus souvent élaborées au plan national, débouchent parfois sur des **incohérences**. On pointe ici des situations où une exigence nouvelle se traduit, pour sa mise en application effective par l'exploitant, par la dégradation des critères sensés évaluer la conformité de l'exploitation ou des pratiques à d'autres exigences antérieurement formulées.

Les exemples ne sont pas rares mais nous n'en prendrons qu'un seul qui est relativement récent : le stockage du carbone dans le sol.

Le **stockage du carbone** dans les sols agricoles a été fortement médiatisé lors de la COP 21. Cette opération consiste à lutter contre le réchauffement climatique en augmentant de 4‰ par an la quantité du carbone stocké dans les 30-40 premiers cm du sol pour réduire la concentration de l'atmosphère en CO₂. Cet objectif louable rejoint un souci très ancien de l'agriculture qui consiste à maintenir la fertilité des sols en enrichissant le substrat à l'aide de résidus de récolte et d'amendements organiques. D'autres bénéfices sont traditionnellement attendus : augmentation de la porosité, vie des sols plus active, réduction de la battance, de l'érosion, etc. Pour cela, les agronomes ont condamné de longue date la pratique de l'écobuage et, plus récemment, on a cherché à minimiser les retournements du sol qui favorisent la minéralisation de l'humus. Parmi les méthodes de cultures les plus favorables au 4‰ on trouve l'agriculture de conservation, le travail simplifié et le semis direct qui concernent en France le tiers des surfaces de grande culture, en progression chaque année. Or, ces méthodes ont du mal à se passer d'herbicides sélectifs non résiduels. Et le dernier représentant de cette très étroite famille est le glyphosate...

Si l'on veut réellement stocker du carbone dans les sols agricoles, doit-on interdire le glyphosate ? Cela aurait comme conséquence un retour vers le travail mécanique traditionnel avec davantage de consommation de carburants fossiles, plus d'oxydation de l'humus avec libération de CO₂ ! Les exploitants redoutent aussi une augmentation nette des temps de travaux, l'envol des charges en matériel et en carburant, le recours à d'autres herbicides considérablement plus onéreux que le glyphosate ainsi qu'une forte dégradation de la compétitivité des exploitations. In fine, que devra faire l'agriculteur ?

Fausses informations

Autre sujet grave : les **fausses informations** manifestes qui agitent l'opinion publique. Elles sont nombreuses et récurrentes, périodiquement activées par ceux qui y trouvent leur intérêt. De longue date, un thème des plus ordinaires concerne le danger pour la santé que représenteraient les **résidus de substances phytopharmaceutiques** dans les aliments. Il s'agit là d'une interrogation parfaitement légitime à laquelle tous les citoyens et les associations de consommateurs sont sensibles.

Cependant, il existe dans ce domaine une masse d'informations confuses véhiculée avec constance. Il s'agit assurément d'une question complexe où la méconnaissance des réalités scientifiques et de l'encadrement réglementaire est immense. Bien rares sont les explications mises à portée du public en ce qui concerne les travaux considérables qu'exigent les autorités afin de connaître la dangerosité d'une substance active et de ses métabolites avant toute

SÉANCE D'INSTALLATION DU NOUVEAU BUREAU (8 janvier 2020)

autorisation de mise en marché. De même que ceux relatifs aux résidus qui sont évalués pour l'ensemble des usages d'une même substance, tant sur les produits frais que sur les produits transformés.

Fort peu d'écho est aussi donné aux enquêtes de surveillance provenant de tous les pays d'Europe qui fournissent pourtant des données rassurantes sur plus d'un quart de siècle. Cette surveillance repose sur des analyses réalisées par des laboratoires indépendants accrédités par les gouvernements. Avec plus de 400 000 échantillons analysés sur la période 2012-2016, on sait que plus de 53% des denrées alimentaires ne contiennent aucun résidu quantifiable, et que si 43% des échantillons analysés contiennent des traces décelables, elles sont bien inférieures aux limites autorisées. Ces enquêtes montrent régulièrement 2% à 3% de denrées non conformes, pour la plupart importées, sans conséquences pour la santé du consommateur.

Pour les citoyens les moins convaincus par ces résultats, il est ordinaire de recourir alors à un approvisionnement basé sur l'agriculture biologique. Sans savoir pour autant que cela ne garantit pas totalement l'absence de résidus et que les produits chimiques utilisés en AB ne sont pas aussi recherchés dans les enquêtes que ceux de l'agriculture conventionnelle. Depuis peu, on trouve sur les marchés des produits frais « 0 pesticide » qui offrent une garantie de résultat. Ces denrées proviennent de démarches spécifiques émanant de groupements d'agriculteurs et d'industriels de l'agroalimentaire.

Mais si les autorités de contrôle sont rassurantes, on doit s'interroger sur ce qui éviterait des distorsions trop outrancières dans l'information de la population. En rendant par exemple plus transparente la nature des contaminants alimentaires susceptibles de présenter des risques pour la santé. Ainsi, pour les experts dépendants des services des Etats, le risque dominant est le plus souvent d'ordre microbiologique, très clairement relié à la présence de microorganismes pathogènes (salmonelles, Listeria, virus...) dans la chaîne alimentaire. Quant aux contaminants chimiques, les principaux risques sanitaires résultent d'abord de la présence quelquefois excessive de substances minérales telles que des métaux lourds ou de substances naturelles comme des mycotoxines ou des alcaloïdes dont l'abondance est souvent réprimée à l'aide de... traitements phytopharmaceutiques.

Demain, les académies ?

Depuis des siècles, une partie du **rôle des académies** scientifiques a été d'exposer l'avancement des connaissances, de dire les faits et de confronter les points de vue de manière ouverte. Dans le contexte présent, une telle démarche n'est pas suffisante à court terme pour combattre la manipulation et les campagnes orchestrées autour de simples opinions. Mais elle demeure toutefois indispensable.

Si nous voulons prétendre relever les **incohérences** potentielles, il est vital que notre crédit soit entretenu par un recrutement résolument diversifié et que nos membres se tiennent régulièrement informés de l'avancement des connaissances scientifiques. Les relations entretenues avec d'autres académies sont importantes pour cela. Elles élargissent notre champ de vision à partir de communautés d'expertise variée où les intérêts partisans ont moins de place que dans le monde économique ou politique. Dans le domaine qui est celui de notre Académie – agriculture, environnement, alimentation – il est indispensable d'aller au-delà des constats ponctuels afin de porter un regard plus aigu sur l'évolution dans le temps des usages et des technologies, en s'appuyant pour cela sur des indicateurs indiscutables. Cette prise de recul est nécessaire pour comprendre et faciliter les transformations de pratiques qui seraient indispensables et faire en sorte que les modalités de leur mise en œuvre soient le fruit de compromis assumés.

SÉANCE D'INSTALLATION DU NOUVEAU BUREAU
(8 janvier 2020)

Contribuer à **combattre les marronniers de la désinformation du public** semble dorénavant devoir faire partie de nos tâches. Tout en se rappelant que l'opinion publique est volatile et facilement influençable avec des mots ou des concepts simples. Ce qui est fort éloigné du discours ordinaire et des visions portées par les scientifiques. Rappeler sans cesse les faits, être les passeurs d'une information de bonne qualité, veiller à ce que les acquis les plus robustes étayés par la Science soient pris en compte est un travail au long cours dont nous ne devons jamais nous lasser. Il est important aussi que nous puissions davantage faire écho aux travaux des agences publiques en charge de l'évaluation des risques et du contrôle (ex : ANSES, DGCCRF...).

Si nous voulons que demain les fantasmes et les opinions peu fondées ne soient pas seuls à occuper le devant de la scène, le monde académique doit enfin attacher une **importance nouvelle à sa communication**. Elle ne doit plus seulement s'adresser à la seule communauté scientifique, technique ou administrative mais viser un auditoire plus étendu, voire l'ensemble de la société. Pour cela nous devons nous attacher à soigner la clarté et l'accessibilité de nos écrits, à faciliter la compréhension de nos positions par la simplicité de nos énoncés et, sans doute, à privilégier des voies de communication inconnues de nos prédécesseurs.